

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°13-2023-296

PUBLIÉ LE 29 NOVEMBRE 2023

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-11-28-00010

Arrêté autorisant la captation, l'enregistrement
et la transmission d'images au moyen de
caméras installées sur des aéronefs



PRÉFECTURE DE POLICE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté autorisant la captation, l'enregistrement et la transmission d'images au moyen de caméras installées sur des aéronefs

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

Vu le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 242-1 à L. 242-8 et R. 242-8 à R. 242-14 ;

Vu l'article L. 122-1 du code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2014-134 du 17 février 2014 relatif à l'organisation des services de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône et aux attributions du préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du président de la République du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du ministre de l'Intérieur et des outre-mer, en date du 19 avril 2023 relatif au nombre maximal de caméras installées sur des aéronefs pouvant être simultanément utilisées dans chaque département et collectivité d'outre-mer ;

Vu les demandes formées par la direction départementale de la sécurité publique des Bouches-du-Rhône en date des 24 et 27 novembre 2023, visant à obtenir l'autorisation de capter, d'enregistrer et de transmettre des images au moyen d'une caméra installée sur un aéronef sans équipage à bord et d'une caméra installée sur un hélicoptère des forces aériennes de gendarmerie, aux fins d'assurer la sécurité des secteurs autour du Vieux-Port et du stade vélodrome de Marseille ;

Considérant la tenue au stade Vélodrome de Marseille du match d'Europa League opposant l'Olympique de Marseille « OM » à l'équipe de l'AJAX Amsterdam « AJAX » le 30 novembre 2023 ; que plus de 63 000 spectateurs sont attendus dans l'enceinte du stade ;

Considérant qu'environ 200 supporters comptent se rendre à Marseille dépourvus de billet et ce, malgré l'arrêté portant interdiction de stationner, de circuler sur la voie publique et d'accéder au stade Orange vélodrome, à toute personne se prévalant de la qualité de supporter de l'AJAX Amsterdam ; que les supporters de l'AJAX Amsterdam pourraient être accompagnés par des supporters à risque polonais et belges ; que le comportement violent des supporters néerlandais s'est dernièrement manifesté à l'occasion d'une rencontre entre Rotterdam et l'AJAX Amsterdam, le 24 septembre dernier, qui a été définitivement arrêtée après des tirs d'engins pyrotechniques ; que le 26 octobre 2023, à l'occasion du match d'Europa Ligue à Brighton, des supporters ultras n'ont pas respecté les modalités d'acheminement fixées par les autorités et se sont dirigés de manière anarchique vers le stade et ont tenté de franchir le dispositif de sécurité, nécessitant l'intervention de la police ; que des heurts entre les supporters des deux équipes ont eu lieu lors de la rencontre aller à Amsterdam, le 21 septembre dernier, nécessitant l'intervention de la police néerlandaise.

Considérant la présence sur le pourtour du stade Vélodrome de nombreux bars et restaurants réunissant un grand nombre de supporters de l'Olympique de Marseille, estimé à plusieurs milliers, qu'à l'approche du stade Vélodrome des jets de projectiles sur l'autocar des joueurs hollandais sont à craindre, comme l'illustrent les incidents du 29 octobre dernier où plusieurs supporters marseillais ont commis des dégradations sur l'autocar des joueurs occasionnant deux blessés parmi le staff lyonnais, conduisant également à cinq membres de force de l'ordre blessés et à l'interpellation de neuf individus ;

Considérant que les dispositions des articles L. 242-1 et suivants du code de la sécurité intérieure permettent aux forces de sécurité intérieure, dans l'exercice de leurs missions de prévention des atteintes à l'ordre public et de protection de la sécurité des personnes et des biens, de procéder à la captation, à l'enregistrement et à la transmission d'images au moyen de caméras installées sur des aéronefs ; que le 1° de l'article L. 242-5 susvisé prévoit que ces dispositifs peuvent être mis en œuvre au titre de la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés, en raison de leurs caractéristiques ou des faits qui s'y sont déjà déroulés, à des risques d'agression et de vol, ainsi que la protection des bâtiments et installations publics et de leurs abords immédiats, lorsqu'ils sont particulièrement exposés à des risques d'intrusion ou de dégradation ; que le 4° de l'article L. 242-5 susvisé prévoit que ces dispositifs peuvent être mis en œuvre à des fins de régulation des flux de transport, aux seules fins du maintien de l'ordre et de la sécurité publics ;

Considérant qu'en égard au nombre de spectateurs assistant au match, la captation, l'enregistrement et la transmission d'images au moyen de caméras installées sur des aéronefs permet d'assurer la régulation des flux de transport autour du Stade Vélodrome aux seules fins du maintien de l'ordre et la sécurité publics dans les secteurs où les cheminements des spectateurs vers les transports publics sont dépourvus de moyens de vidéoprotection au sol ;

Considérant que pour la prévention des troubles à l'ordre public à l'occasion du match, il est nécessaire de disposer d'un dispositif de surveillance permettant de sécuriser la voie publique en amont et en aval de cet événement pour prévenir ou mettre fin à d'éventuelles rixes entre spectateurs et personnes à l'extérieur du stade ou à des atteintes à la sécurité des personnes ou des biens ;

Considérant qu'il existe des risques de troubles à l'ordre public ; que, compte tenu de l'absence de caméra de vidéoprotection permettant aux forces de sécurité intérieure de disposer d'une vision globale et dynamique, le recours aux dispositifs de captation installés sur des aéronefs est nécessaire et adapté ; qu'il n'existe pas de dispositif moins intrusif permettant de parvenir aux mêmes fins ;

Considérant que la durée de l'engagement d'une caméra aéroportée est limitée à la période durant laquelle les rassemblements seront les plus importants ; que les lieux surveillés par ce moyen sont strictement limités aux périmètres susceptibles d'être concernés par des rassemblements ; qu'au regard des circonstances susmentionnées, la demande n'apparaît pas disproportionnée ;

Considérant que le recours à la captation, l'enregistrement et la transmission d'images fera l'objet d'une information par plusieurs moyens adaptés ; qu'outre la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs, ce dispositif fera l'objet d'une information sur le site de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Sur proposition du directeur de cabinet de la préfète de police ;

Arrête :

Article 1er - La captation, l'enregistrement et la transmission d'images par la direction départementale de la sécurité publique des Bouches-du-Rhône et les forces aériennes de gendarmerie Sud est autorisée au titre de la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens ainsi qu'au titre de la sécurité des rassemblements de personnes à l'occasion de cette rencontre d'Europa League et à l'appui des personnels au sol, en vue de leur permettre de maintenir ou de rétablir l'ordre public.

Article 2 – Le nombre maximal de caméras pouvant procéder simultanément aux traitements mentionnés à l'article 1^{er} est fixé à deux caméras de la manière suivante :

- une caméra installée sur le drone « DJI modèle MAVIC »
- une caméra installée sur l'hélicoptère des forces aériennes de gendarmerie Sud

Article 3 - La présente autorisation est délivrée sur le territoire de la commune de Marseille, sur le périmètres suivants :

Période allant du mercredi 29 novembre 2023 à 16h00 au jeudi 30 novembre 2023 à 02h00 :

Centre ville de Marseille (Vieux port et rues adjacentes comprises entre les réformés et le vieux port)

Période allant du jeudi 30 novembre 2023 à 16h00 au vendredi 1^{er} décembre 2023 à 02h00 :

Rue F.Mauriac – Av de la Capelette – Place de Pologne – Bd J.Moulin – Bd Rabatau – Av du Prado – Av P.Mendes France – Av de Bonneveine – Av Clot-Bey – Av de Mazargues – Bd Barral – Bd G. Ganay – Av J. Bouin – Bd R. Rolland

Article 4 – La présente autorisation est délivrée pour les périodes allant du mercredi 29 novembre 2023 à 16h00 au jeudi 30 novembre 2023 à 02h00 et du jeudi 30 novembre 2023 à 16h00 au vendredi 1^{er} décembre 2023 à 02h00.

Article 5 – L'information du public est assurée par la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs des services de l'État dans les Bouches-du-Rhône et par sa diffusion sur le site de la préfecture de police des Bouches-du-Rhône.

Article 6 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Marseille, sis 31 Rue Jean François Leca, 13002 MARSEILLE, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou au moyen de l'application « Télérecours citoyen » (<https://www.telerecours.fr>).

Article 7 - Le directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône et le directeur départemental de la sécurité publique des Bouches-du-Rhône, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 28 novembre 2023

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

Signé

Frédérique CAMILLERI